



Cellule d'analyse européenne

Proposition de

RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE (frontières et visas) et modifiant la décision 2004/512/CE du Conseil, le règlement (CE) n° 767/2008, la décision 2008/633/JAI du Conseil, le règlement (UE) 2016/399 et le règlement (UE) 2017/2226

COM(2017)793

12 décembre 2017

Proposition de

RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE (coopération policière et judiciaire, asile et migration)

COM(2017)794

12 décembre 2017

Résumé: Ce paquet constitue le neuvième paquet de mise en œuvre du programme européen en matière de sécurité. Il contient deux propositions visant à promouvoir l'interopérabilité des systèmes d'information centralisés de l'UE dans les domaines de la sécurité, de la gestion des frontières et des migrations.

Contexte

- 28 avril 2015 : publication du programme européen en matière de sécurité¹ visant à améliorer la coopération entre les autorités nationales dans la lutte contre le terrorisme et d'autres formes graves de criminalité transfrontalière. Depuis cette date, huit paquets de mise en œuvre ont déjà été publiés². Les propositions précitées constituent le neuvième paquet;
- 6 avril 2016 : publication de la communication de la Commission européenne concernant des systèmes d'information plus robustes et plus intelligents au service des frontières et de la sécurité³;
- 6 juin 2016 : approbation par le Conseil de l'UE d'une feuille de route en vue de renforcer l'échange d'informations et la gestion de l'information, y compris des solutions d'interopérabilité, dans le domaine de la justice et des affaires intérieures⁴ ;
- 11 mai 2017 : publication du rapport final du groupe d'experts de haut niveau sur les systèmes d'information et l'interopérabilité jugeant l'interopérabilité nécessaire et techniquement réalisable dans le respect de la réglementation sur la protection des données⁵.

¹ COM(2015)185.

² Voir à ce sujet: https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-security/fact-sheets_en. Voir également nos fiches d'analyse.

³ COM(2016)205.

⁴ 9368/1/16 REV 1.

⁵ <http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.cfm?do=groupDetail.groupDetailDoc&id=32600&no=1>.

Contenu des propositions

Quoi?	<u>Aperçu des modifications apportées aux systèmes d'informations à grande échelle et centraux de l'UE en ce qui concerne</u> 1) les frontières intérieures et extérieures et les visas [COM(2017)793] et 2) la coopération policière et judiciaire, l'asile et la migration [(COM(2017)794] qui sont nécessaires dans l'optique de l'interopérabilité.
Qui?	SIS ⁶ , VIS ⁷ , Eurodac ⁸ , EES ⁹ , ETIAS ¹⁰ , ECRIS-TCN ¹¹ , ainsi que SLTD ¹² et TDAWN ¹³ .
Pourquoi?	<u>Interroger ces systèmes de façon simultanée</u> permettra à la police et aux gardes-frontières de détecter rapidement les personnes qui utilisent plusieurs ou de fausses identités.
Comment?	<p>Pour ce faire, l'eu-LISA¹⁴ développe 4 <u>éléments d'interopérabilité</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1) <u>ESP</u>: un portail de recherche européen ; 2) <u>BMS</u>: un service de comparaison des données biométriques, telles que les empreintes digitales et les images faciales ; 3) <u>CIR</u>: un registre des identités, dans lequel figurent notamment les nom, sexe et date de naissance des ressortissants de pays tiers ; 4) <u>MID</u>: un outil permettant de détecter les personnes porteuses de plusieurs identités. <p>Ces 4 éléments bénéficient du <u>soutien</u> des instruments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1) <u>CRRS</u>: un répertoire central des rapports et statistiques ; 2) <u>UMF</u>: un format universel pour les messages comme norme pour la communication entre les bases de données et les autorités ; 3) un <u>mécanisme</u> de contrôle de la qualité des données.

⁶ Système d'information Schengen. La Commission européenne a proposé le 21 décembre 2016 de doter le SIS de nouvelles catégories et possibilités ; voir notre fiche d'analyse du 16 mai 2017.

⁷ Système d'information sur les visas. Contient des données sur les visas de court séjour.

⁸ Une banque de données qui « contient les empreintes digitales des demandeurs d'asile et des ressortissants de pays tiers qui ont franchi illégalement les frontières extérieures ou se trouvent en séjour irrégulier dans un État membre ». (COM(2017)793, p. 5) Dans COM(2016)272, la Commission européenne propose d'étendre les informations à saisir (non seulement les empreintes digitales mais aussi l'image faciale et d'autres données biographiques). Voir notre fiche du 21 septembre 2016.

⁹ *Entry-Exit System*. En phase de négociation; voir COM(2016)194 et 196, et notre fiche.

¹⁰ Système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages. En phase de négociation; voir COM(2016)731 et notre fiche.

¹¹ *European Criminal Records Information System* pour les condamnations prononcées à l'encontre de ressortissants de pays tiers (*third country nationals* ou TCN). En phase de négociation; voir COM(2017)344 et notre fiche.

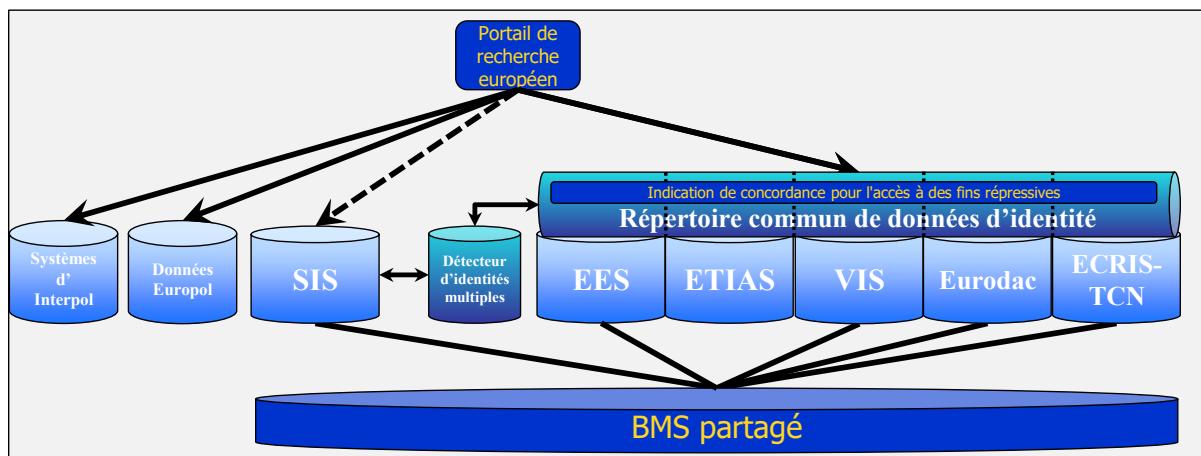
¹² *Stolen en Lost Travel Documents*, une banque de données Interpol.

¹³ *Travel Documents Associated with Notices*, une banque de données Interpol.

¹⁴ Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

Accès police et justice - Procédure en deux étapes	<p><u>La police et la justice des États membres et Europol bénéficient, dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité et le terrorisme, d'un accès à VIS, Eurodac, EES et ETIAS en deux étapes:</u> 1) via une recherche dans le CIR en vue de l'identification d'une personne et 2) en cas de résultat positif, via une demande de pouvoir consulter les informations requises dans la base de données concernée. Cette demande est introduite selon les procédures et règles légales applicables pour chacune des bases de données précitées.</p>
Fondement juridique?	<p><u>COM(2017)793 :</u> L'article 16, paragraphe 2; l'article 74 et l'article 77, paragraphe 2, a), b), d) et e) du TFUE¹⁵.</p> <p><u>COM(2017)794 :</u> L'article 16, paragraphe 2; l'article 74; l'article 78, paragraphe 2, e) ; l'article 79, paragraphe 2, c) ; l'article 82, paragraphe 1, d) ; l'article 85, paragraphe 1 ; l'article 87, paragraphe 2, a), et l'article 88, paragraphe 2 du TFUE¹⁶.</p>
Coûts?	424,7 millions d'euros pour la période 2019-2027.

Illustration:



Suivi dans les commissions de la Chambre

Cette fiche est envoyée à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et à la commission de la Justice. Elle est également envoyée pour information au comité d'avis chargé des affaires européennes.

Pour en savoir plus

¹⁵ Traité sur le fonctionnement de l'UE.

¹⁶ Art. 16 : protection des données à caractère personnel des citoyens de l'UE; art. 74 : coopération administrative entre les États membres; art. 77 : délivrance des visas et autres titres de séjour, contrôles aux frontières, gestion des frontières extérieures et libre circulation des personnes au sein de l'UE ; art. 78 : système européen commun d'asile ; art. 79 : immigration clandestine et séjour irrégulier ; art. 82 et art. 87 : coopération policière et judiciaire en ce qui concerne la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes ; art. 85 et art. 88 : déterminer les tâches d'Eurojust et d'Europol.

Les documents peuvent être consultés aux adresses suivantes :

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-793-FR-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-794-FR-MAIN-PART-1.PDF>

Terminologie Eurovoc

<i>COM(2017)793</i>	<i>système d'information - protection des données - accord de Schengen - contrôle à la frontière - données personnelles - frontière extérieure de l'UE - politique des visas - échange d'information - politique migratoire de l'UE - biométrie</i>
<i>COM(2017)794</i>	<i>système d'information - protection des données - accord de Schengen - données personnelles - droit d'asile - frontière extérieure de l'UE - échange d'information - espace de liberté, sécurité et justice - politique migratoire de l'UE - biométrie</i>

Pour ces deux propositions, le délai de subsidiarité expire le 16 avril 2018.

Redaction: Katrien Joos, conseillère adjointe – tél. 02 549 81 64 – 15 mars 2018 – katrien.joos@lachambre.be



Europese Analysecel

**Voorstel voor een
VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
tot vaststelling van een kader voor interoperabiliteit tussen de EU-informatiesystemen
(grenzen en visa) en tot wijziging van Beschikking 2004/512/EG van de Raad,
Verordening (EG) nr. 767/2008, Besluit 2008/633/JBZ van de Raad, Verordening (EU)
2016/399 en Verordening (EU) 2017/2226
COM(2017)793
12 december 2017**

**Voorstel voor een
VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
tot vaststelling van een kader voor interoperabiliteit tussen de EU-informatiesystemen
(politieke en justitiële samenwerking, asiel en migratie)
COM(2017)794
12 december 2017**

Samenvatting: Dit pakket is het negende implementatiepakket van de Europese Veiligheidsagenda. Het bevat twee voorstellen ter bevordering van de interoperabiliteit van gecentraliseerde EU-informatiesystemen op het gebied van veiligheid, grens- en migratiebeheer.

Achtergrond

- 28 april 2015: publicatie van de Veiligheidsagenda van de Europese Commissie¹, gericht op een betere samenwerking tussen de nationale autoriteiten bij de bestrijding van terrorisme en andere vormen van ernstige grensoverschrijdende criminaliteit. Sedertdien verschenen er al acht implementatiepakketten². De voorliggende voorstellen vormen het negende pakket;
- 6 april 2016: publicatie van de mededeling van de Europese Commissie over krachtigere en slimmere informatiesystemen voor grenzen en veiligheid³;
- 6 juni 2016: goedkeuring door de Raad van de EU van een routekaart voor het verbeteren van informatie-uitwisseling en informatiebeheer op het gebied van justitie en binnenlandse zaken, onder meer door middel van interoperabiliteitsoplossingen⁴;
- 11 mei 2017: publicatie van het eindverslag van de deskundigengroep op hoog niveau inzake informatiesystemen en interoperabiliteit, waarin interoperabiliteit noodzakelijk en technisch haalbaar werden bevonden, mét inachtneming van de regelgeving inzake gegevensbescherming⁵.

¹ COM(2015)185.

² Een overzicht kan worden gevonden via https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-security/fact-sheets_en. Zie ook onze analysefiches.

³ COM(2016)205.

⁴ 9368/1/16 REV 1.

⁵ <http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.cfm?do=groupDetail.groupDetailDoc&id=32600&no=1>.

Inhoud van de voorstellen

Wat?	Overzicht van de aanpassingen aan de grootschalige en centrale EU-informatiesystemen inzake 1) binnengrenzen en visa [COM(2017)793] en 2) politiële en justitiële samenwerking, asiel en migratie [(COM(2017)794] die nodig zijn met het oog op interoperabiliteit.
Welke?	SIS ⁶ , VIS ⁷ , Eurodac ⁸ , EES ⁹ , ETIAS ¹⁰ , ECRIS-TCN ¹¹ , en ook SLTD ¹² en TDAWN ¹³ .
Waarom?	Het <u>simultaan doorzoeken</u> van deze systemen zal politie en grenswachters in staat stellen personen die meerdere of valse identiteiten gebruiken, snel op het spoor te komen.
Hoe?	Daarvoor moeten <u>4 interoperabiliteitscomponenten</u> door eu-LISA ¹⁴ worden ontworpen: 1) <u>ESP</u> : een Europees zoekportaal; 2) <u>BMS</u> : een dienst voor matching van biometrische data, zoals vingerafdrukken en gezichtsopnamen; 3) <u>CIR</u> : een identiteitenregister, met onder meer naam, geslacht en geboortedatum van derdelanders; 4) <u>MID</u> : een tool om personen met meerdere identiteiten te detecteren. De 4 componenten worden <u>ondersteund</u> door de volgende instrumenten: 1) <u>CRRS</u> : een centraal register voor rapportage en statistieken; 2) <u>UMF</u> : een universeel tekstformaat als standaard voor de communicatie tussen databanken en de autoriteiten; 3) <u>mechanisme</u> voor de controle van de gegevenskwaliteit.
Toegang politie en justitie -	Politie en justitie van de lidstaten en Europol krijgen in het kader van de bestrijding van zware criminaliteit en terrorisme, <u>toegang</u> tot VIS, Eurodac,

⁶ Schengeninformatiesysteem. De Europese Commissie stelde op 21 december 2016 voor het SIS uit te breiden met nieuwe categorieën en mogelijkheden; zie onze analysefiche daarover van 16 mei 2017.

⁷ Visuminformatiesysteem, met informatie over korteverblijfsvisa.

⁸ Een databank met “vingerafdrukken van asielzoekers en onderdanen van derde landen die de buitenlandsgrens irregulier hebben overschreden of illegaal in een lidstaat verblijven”. (COM(2017)793, blz. 5) In COM(2016)272 stelt de Europese Commissie voor de in te voeren gegevens uit te breiden (niet alleen de vingerafdrukken maar ook de gezichtsopname, en andere biografische gegevens). Zie onze fiche daarover.

⁹ *Entry-Exit System*. Nog in de onderhandelingsfase; zie COM(2016)194 en 196 en onze fiche.

¹⁰ Europees systeem voor reisinformatie en –autorisatie. Nog in de onderhandelingsfase; zie COM(2016)731 en onze fiche.

¹¹ *European Criminal Records Information System* voor veroordelingen van derdelanders (*third country nationals* of TCN). Nog in de onderhandelingsfase; zie COM(2017)344 en onze fiche.

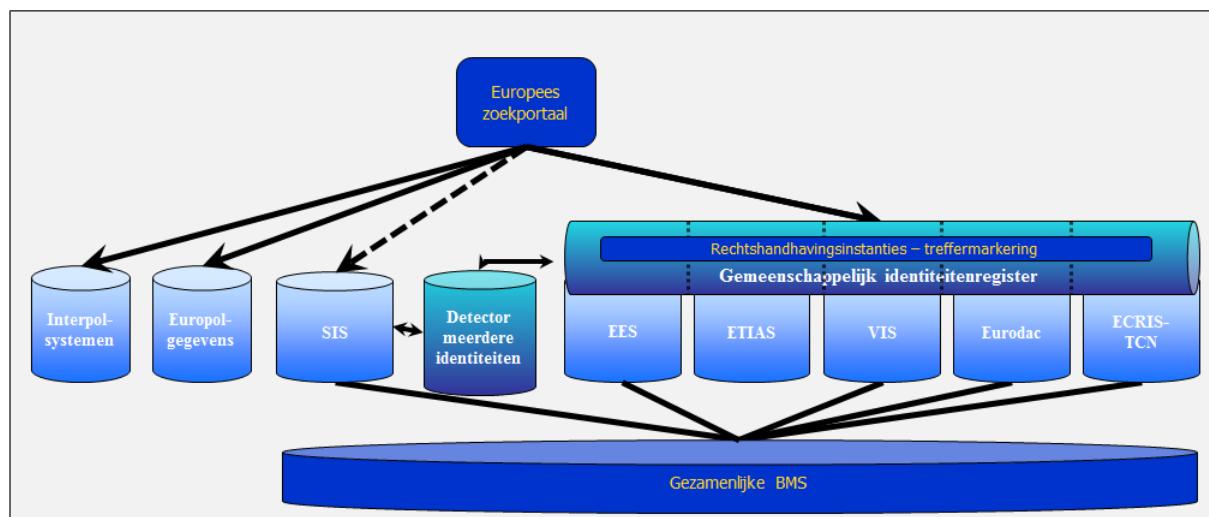
¹² *Stolen and Lost Travel Documents*, een databank van Interpol.

¹³ *Travel Documents Associated with Notices*, een databank van Interpol.

¹⁴ Europees Agentschap voor het operationeel beheer van grootschalige IT-systeem op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht.

Tweefasenaanpak	EES en ETIAS in twee stappen: 1) via een zoekopdracht in het CIR met het oog op de identificatie van een persoon en 2) in geval van een treffer, via een verzoek om de benodigde informatie in de desbetreffende databank te mogen raadplegen. Dat verzoek wordt ingediend volgens de wettelijke regels en procedures die voor elke van de voornoemde databanken gelden.
Rechtsgrondslag?	<u>COM(2017)793:</u> VWEU ¹⁵ artikel 16, tweede lid; artikel 74 en artikel 77, tweede lid, a), b), d) en e). <u>COM(2017)794:</u> VWEU artikel 16, tweede lid; artikel 74; artikel 78, tweede lid, e); artikel 79, tweede lid, c); artikel 82, eerste lid, d); artikel 85, eerste lid; artikel 87, tweede lid, a), en artikel 88, tweede lid ¹⁶ .
Kosten?	424,7 mio euro voor de periode 2019-2027.

Illustratie:



Opvolging in de Kamercommissies

Deze fiche wordt gezonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en de commissie voor de Justitie. Zij gaat ter info naar het adviescomité belast met de Europese Aangelegenheden.

¹⁵ Verdrag betreffende de werking van de EU.

¹⁶ Art. 16: bescherming persoonsgegevens EU-burgers; art. 74: administratieve samenwerking tussen de lidstaten; art. 77: verstrekking van visa en andere verblijfstitels, buitengrenscontroles, buitengrensbeheer en vrij verkeer van personen binnen de EU; art. 78: gemeenschappelijk Europees asielstelsel; art. 79: illegale immigratie en illegaal verblijf; artn 82 en 87: politiële en justitiële samenwerking met betrekking tot de verzameling, opslag, verwerking, analyse en uitwisseling van relevante informatie; artn 85 en 88: bepaling taken Eurojust en Europol.

Voor meer informatie

De documenten kunt u raadplegen op:

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/NL/COM-2017-793-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/NL/COM-2017-794-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>

Eurovoc-termen

<i>COM(2017)793</i>	<i>informatiesysteem - gegevensbescherming - Akkoord van Schengen - grenscontrole - persoonlijke gegevens - buitenlimiet van de EU - visabeleid - uitwisseling van informatie - migratiebeleid van de EU - biometrie</i>
<i>COM(2017)794</i>	<i>informatiesysteem - gegevensbescherming - Akkoord van Schengen - persoonlijke gegevens - asielrecht - buitenlimiet van de EU - uitwisseling van informatie - ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid - migratiebeleid van de EU - biometrie</i>

De subsidiariteitstermijn voor beide voorstellen vervalt op 16 april 2018.

Redactie: Katrien Joos, adjunct-adviseur – tel. 02 549 81 64 – 15 maart 2018 – katrien.joos@dekamer.be